

L'économie du savoir et le développement des pays de l'Afrique subsaharienne

Par : Aminata Brah Moumouni

N° 4613467

Travail présenté à l'École supérieure d'affaires publiques et internationales

Dans le cadre du mémoire de recherche : API6999

Superviseur : Gilles Breton

Lecteur : Ross Finnie

Université d'Ottawa : Faculté des sciences sociales

Le 27 août 2014

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

Table des matières

Liste des abréviations.....	2
Résumé.....	3
Introduction.....	4
Contexte	5
Problématique de recherche	8
Approche analytique	10
Méthodologie	11
Définition de l'économie du savoir.....	12
Section 1 : Avantages de l'économie du savoir et défis par rapport aux 4 piliers	15
Section 2 : Acteurs principaux impliqués	25
Section 3 : L'économie du savoir, vecteur de contribution sur le développement économique et social, comment?.....	31
Section 4 : Cas concret d'application au Nigéria.....	41
Conclusion	47
Bibliographie.....	49
Annexes.....	56

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

LISTE DES ABRÉVIATIONS

BAD	Banque africaine de développement
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
FIDA	Fonds international de développement agricole (en anglais IFAD)
IDH	Indice de développement humain
KEI	Knowledge Economy index (<i>KEI</i>) (l'Indice de l'économie du savoir)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
STEPS Centre	Social, Technological and Environmental Pathways to Sustainability (STEPS) C'est un centre de recherche et d'engagement politique global interdisciplinaire

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

RÉSUMÉ

Ce mémoire de recherche propose d'analyser comment la question de l'économie du savoir peut s'inscrire dans les stratégies de développement des pays du Sud. Pour répondre à la question : « Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social », nous nous appuyons sur une recension de la littérature. Un constat sur les avantages de cette nouvelle phase de l'économie mondiale ainsi que sur les défis qui contraignent ces pays à prendre les éléments courants comme un atout majeur de développement a d'abord été effectué. Ensuite, nous avons fait part des acteurs impliqués et enfin établi en dernière section les principales stratégies considérées entre autres par la Banque mondiale, l'OCDE, le PNUD et la Banque africaine de développement. Compte tenu des propos révélés dans la littérature, l'économie du savoir devra dès lors être adaptée à son milieu d'application, viser un secteur capable d'enclencher les effets d'entraînement nécessaires à l'amélioration du bien-être et recevoir des investissements conséquents. Ce qui veut dire que les connaissances, les technologies et les innovations devront être l'une des priorités du développement et être orientées vers la résolution des problèmes sociaux du milieu d'application. Le géant de l'Afrique subsaharienne qu'est le Nigéria, pourrait prendre pleinement parti des nouvelles possibilités offertes par l'économie du savoir et plus particulièrement dans le secteur agricole afin de contribuer à l'amélioration du bien-être de sa population qui se trouve majoritairement en milieu rural.

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

INTRODUCTION

L'essor des économies des pays du Sud dont la majorité se trouve en Afrique subsaharienne est une priorité pour l'ensemble de la communauté internationale (PNUD 2013 : 6).¹ Les récents rapports du PNUD sur le développement humain et celui de la CNUCED sur l'investissement dans le monde confirment qu'un grand nombre des pays du Sud ont fait part de progrès particuliers (PNUD 2013 : 13; CNUCED 2013; Clévenot et Douyère 2013 : 14). Malgré la vitesse de l'émergence, les attentes et les engagements estimés pour plusieurs pays de cette région sont en deçà des résultats moyens (*Ibid* : 13). Aujourd'hui, le capital cognitif et surtout la recherche et le développement sont au centre des composantes des économies considérées comme étant les plus avancées, étant insérées dans celle de l'économie du savoir qui au fait est au-delà de la technologie.²

Ainsi, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) estimait dans un rapport *Perspective de la Science, de la Technologie et de l'Industrie* en 1996 que « [plus de 50 % du PIB de ces grandes économies reposait sur le savoir] » (OCDE 1996 : 9). Dans le cas de la majorité des pays du Nord, cette valeur du stock de capital intangible (soit les investissements sur les capacités de production et de transfert des savoirs -éducation, formation et R&D- et de l'amélioration de l'État physique du capital humain) en pleine croissance continue de surpasser celle du capital tangible qui renferme entre autres, ressources naturelles, équipement et infrastructure physique (Foray 2009 : 21; Amable et Askenazy 2003 : 2). Tout bien considéré,

¹ Liste des pays de l'Afrique subsaharienne (Ondari-Okemwa 2004, p.362).

² Bien que nous ayons rencontré des termes variés dans la littérature pour désigner la phase de l'économie dont nous allons parler tout au long du mémoire notamment : « économie de la connaissance »; « l'économie immatérielle »; « l'économie de l'immatériel », considérée de façon interchangeable, nous allons seulement utiliser celui de « l'économie du savoir » afin de standardiser le terme.

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

l'Afrique subsaharienne reste à l'écart de ce contexte compétitif de production du savoir au niveau mondial, mais peut à son avantage tirer profit de ce nouvel environnement.

Contexte

Le développement de l'Afrique n'a pas fini de faire couler de l'encre. La pauvreté, les conflits internes, la fragilité des États, l'absence d'infrastructure et de technologies ne sont que quelques éléments évoqués dans l'argument de certains intellectuels qui demeurent pessimistes face au progrès de ce continent. Ainsi, la situation qui prévaut à l'heure actuelle sur le continent remet en question l'efficacité de l'aide octroyée depuis la période des indépendances. Des analyses effectuées par exemple par le magazine hebdomadaire britannique *The Economist* (2005) ou par l'auteur Dambisa Moyo dans son livre *L'Aide fatale* (2009) dénoncent les stratégies traditionnelles de l'aide au développement, c'est-à-dire celle de l'octroi de sommes massives des pays du Nord au pays du Sud. Les propos révélés sont entre autres ceux de l'inefficacité des investissements : “what happened to the 450 billion of aid that the West made available to Africa over the past 40 years?” (Britz 2011 et al.: 6). Tandis que malgré cela, d'autres pensent que la solution clé est l'augmentation substantielle de ces investissements “Africa needs a big push; which is to say big sums of foreign money” (*Ibid.*). Cette augmentation substantielle dans le contexte de l'économie du savoir (expliquée ultérieurement dans ce mémoire), semble prévaloir dans l'investissement des technologies au détriment du capital humain de la région. Dès lors, le développement s'avère toutefois indissociable au niveau de la modernisation par la disponibilité et l'usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

Le Nigéria catégorisé dans la liste des pays en voie de développement a été, à la suite d'un nouveau calcul de son produit intérieur brut (PIB) le 7 avril 2014, promu au rang de la première puissance économique de l'Afrique (Baillard 2014). Ce pays est le plus peuplé du continent et 7^e le plus peuplé au monde avec une population de plus de 177 millions (Central Intelligence Agency : The World FactBook; estimation juillet 2014).³ La croissance économique de ce « géant de l'Afrique » membre de l'organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), est portée par les activités pétrolières au sud du pays. Malgré le fait que son PIB a doublé par rapport au calcul de 1990 pour maintenant atteindre 510 milliards de dollars U.S, 62,6 % de la population vit encore dans une extrême pauvreté expliquant sa 153^e place sur 187 pays au classement IDH (*Ibid.*; Baillard 2014; The Economist 2014).

Ce constat justifie notre considération du développement dans le sens où il désigne l'ensemble des transformations visant à l'amélioration du bien-être des populations, acceptation soutenue par des auteurs comme Amartya Sen et par des organisations internationales comme le PNUD (PNUD 2013). Il s'agit plus précisément dans le cadre de l'économie du savoir d'un développement qui prend en compte une croissance inclusive donc au-delà du PIB, c'est-à-dire, celle qui tiendrait en compte le bien-être des individus et des sociétés dont les avancés sont notamment soulignées par les investissements dans les compétences et l'éducation (Sossi Alaoui 2012 : 9). C'est pourquoi cette phase de l'économie mondiale fait prévaloir de nouvelles stratégies de développement pour les pays du Sud. Dès lors, ces stratégies dépendraient moins des richesses naturelles des pays du sud comme le pétrole pour le cas du Nigéria. En effet,

³ D'où l'attribution du surnom : « le géant de l'Afrique », <http://www.slateafrique.com/33995/top-10-meilleures-economies-africaines>.

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

l'économie du savoir selon (Sossi Alaoui 2012) invoque « la nécessité de repenser un autre modèle de développement qui mettrait l'Homme au centre de l'économie, l'économie au centre de l'Homme » (*Ibid.*; présentation PowerPoint : 3).

Avec la préoccupation sur le vieillissement de la population et du recul de la population en âge de travailler dans les pays du Nord, les pays de l'Afrique subsaharienne auront pourtant l'avantage de cette richesse inépuisable dans l'économie du savoir (Lund et Van Wamelen 2012; Sévérino et Ray 2010). Selon les statistiques du *2013 World Population Data Sheet*, la population en Afrique estimée à 1, 1 milliard, pourrait être de 2,4 milliards en 2050. Comme confirmée par la présidente du *Population Reference Bureau*, Wendy Baldwin, cette croissance démographique sera particulièrement dans les 54 pays de l'Afrique subsaharienne (Population Reference Bureau 2013 : *World Population Data Sheet plus Webinar*). De ce fait, en 2050, il est prévu que l'Afrique représentera 25 % de la population mondiale active (Miezan Ezo 2013 :5; Meddeb 2013). Avec de nombreux pays comme le Nigeria dont la fécondité est l'une des plus élevées, cette région a une population très jeune avec notamment 43 % qui sont en dessous de 15 ans (Population Reference Bureau 2013 : *World Population Data Sheet plus Webinar*; Central Intelligence Agency : *The World FactBook*). Ainsi, ce réservoir de la jeunesse mondiale devra être plus sérieusement pris en charge et non délaissé avec un avenir incertain.

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

Problématique de recherche

La pertinence de ce mémoire n'est pas de faire une analyse de l'intégration de l'Afrique subsaharienne dans le système de production du savoir au niveau international. Au fait, il y a déjà un consensus de la part de plusieurs auteurs sur le fait que les pays de l'Afrique subsaharienne ne sont pas encore intégrés dans la phase dominante de cette économie du savoir (Clévot et Douyère 2013; Britz et al. 2011; Ondari-Okemwa 2004). De plus, l'indice de l'économie du savoir (*KEI*) publié par la Banque mondiale illustre avec un chiffre de 2,55 en moyenne de distribution sur 10 que les pays africains sont en majorité à l'écart de cette économie notamment à cause des faiblesses dans l'innovation, les technologies et surtout l'éducation (World Bank 2012; Sossi Alaoui 2012 : 6; Aubert 2005 : 16 : 20).⁴ En comparaison avec les pays de l'OCDE, ce résultat est effectivement inférieur à la moyenne de distribution qui est par exemple de 8,80 pour les pays de l'Amérique du Nord. Selon la même base de données de la Banque mondiale en 2012, le *KEI* indexe pour le Nigéria était de 2,20, mesure inférieure surtout en comparaison avec celui de l'Afrique du Sud, « moteur historique de la croissance africaine » avec un *KEI* de 5,21 sur 10 (Baillard 2014). L'Afrique du Sud, comme confirmé par Ondari-Okemwa (2004), a effectivement le plus haut taux de savoir créé et consommé de l'Afrique subsaharienne de même que celui dont la population a le plus haut taux d'accès au savoir global (p. 362).

Le rapport "The Global Competitiveness Index 2013-2014: Country Profile Highlights" de la Banque mondiale ressort les éléments considérés dans le diagramme de Radwan et Pellegrini

⁴ Voir les diagrammes en annexe p.56-57 dont la source : Aubert (2005), p.11 et Radwan and Pellegrini (2010), p.22.

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

(2010), c'est-à-dire le profil de base sur l'insertion du continent africain en général par rapport au reste du monde et celui de Aubert (2005) illustrant le cas du Nigéria.⁵ À travers les exigences de base pour la compétitivité à l'ère de l'économie du savoir, nous pouvons malgré les variations régionales confirmer que le continent reste à la traîne du reste du monde. Ainsi, nous pouvons résumer qu'il y a toujours un déficit profond d'infrastructures, une sous-performance pour l'éducation de base de même que dans l'enseignement supérieur et une absorption technologique qui reste faible (World Bank 2013, The Global Competitiveness Report 2013-2014 : 16 : 18). À cet égard, Ondari-Okemwa (2004) affirme par exemple que s'il y avait un regroupement de membres de la société du savoir, plusieurs pays de l'Afrique subsaharienne ne pourraient être éligibles notamment à cause de leur faible contribution dans la création de nouvelle connaissance (p. 1).⁶

L'essentiel de notre analyse dans ce travail consistera à savoir plutôt comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social. Les sous-questions sont entre autres : quels sont les défis qui empêchent les pays de la région comme le Nigéria de tirer avantage de cette phase de l'économie? Puisque l'économie du savoir ne se limite pas seulement à la technologie, il faudrait éviter l'explication simpliste de l'absence de décollage du continent en lien avec l'essor des TIC. Ainsi, en tenant compte des facteurs complémentaires, quelles sont les stratégies à adopter et quels acteurs devront être considérés?

⁵ Voir diagramme en annexe p.56-57 : Aubert (2005), p.11 et Radwan and Pellegrini (2010), p.22.

⁶ Traduction libre *Soulignons ici, que ce propos pourrait être mis en débat, car l'Afrique regorge de savoir qui est toutefois sous-estimé et non considéré dans les calculs.

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

Nous soutenons principalement que, pour être un vecteur du développement économique et social dans les pays de l'Afrique subsaharienne, l'économie du savoir doit être adaptée à son milieu d'application, viser un secteur capable d'enclencher les effets d'entraînement nécessaires à l'amélioration du bien-être de la population et recevoir des investissements conséquents. Dès lors, il s'avère donc que les connaissances, les technologies et les innovations devront être l'une des priorités du développement et être orientées vers la résolution des problèmes sociaux du milieu d'application. Pour atteindre cet objectif, certaines conditions doivent être remplies, plus précisément en ce qui concerne des acteurs clés dans cette phase de l'économie. L'État devra s'investir dans la valorisation du capital humain pour répondre aux défis de l'économie du savoir. Il devra aussi considérer les particularités locales dans la définition des priorités de son économie du savoir. De plus, les universités devront bâtir des partenariats stratégiques. Finalement, les institutions internationales et les autres acteurs du développement international devront respecter les priorités nationales exprimées en termes d'investissement dans l'économie du savoir.

Approche analytique

Les quatre piliers définis par la Banque mondiale et mobilisés pour la mesure de la performance au niveau de l'indice de l'économie du savoir (*Knowledge Economy Index -KEI-*) nous ont servi de cadre analytique. Ils expriment les tendances particulièrement reflétées dans la croissance des économies des pays développés et permettent de comprendre les faiblesses relevées des économies en voie de développement. Ces quatre piliers sont : 1. l'éducation et le capital

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

humain; 2. les technologies de l'information et de la Communication (TIC); 3. la recherche-développement & innovation et 4. les institutions et les incitations économiques.

Méthodologie

Ce mémoire est une recension de la littérature qui traite de l'économie du savoir, et de sa contribution dans le développement économique et social des pays du Sud, plus précisément les pays de l'Afrique subsaharienne, avec une attention particulière sur le Nigéria. Le rapport de l'UNICEF sur l'éducation, le rapport du PNUD concernant l'essor du Sud et le rapport de la CNUCED ont servi pour l'obtention de données par rapport aux défis des pays de l'Afrique subsaharienne dans le contexte de l'économie du savoir. Parmi les documents consultés sur le Nigéria, un nous a été particulièrement très précieux pour l'étude de cas concrète menée à la fin de ce mémoire. Il s'agit de l'article du Fonds international de développement agricole sur l'état de la population rurale.

Pour répondre à la question de recherche, nous allons d'abord, faire la mise en place de la définition de l'économie du savoir, élément principal de notre question de recherche. Dans la première section, nous allons à l'aide des quatre piliers de l'économie du savoir proposés par la Banque mondiale, effectuer les constats sur les avantages des éléments de l'économie du savoir et de cela faire part des défis qui empêchent les pays de la région de tirer profit de l'environnement présent. Dans la deuxième section, nous allons discuter des rôles de quelques acteurs principaux impliqués et de l'évolution de leur contribution dans ce nouveau contexte économique et de développement. La troisième section de ce mémoire tente de répondre au lien

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

entre l'économie du savoir et le développement dans les pays du Sud en présentant les stratégies proposées principalement par les organisations internationales notamment par la Banque mondiale, l'OCDE, le PNUD et la Banque africaine de développement. Nous allons dans la quatrième section développer une proposition fondée sur la question de l'agriculture au Nigéria. L'économie du savoir s'avère être un vecteur de contribution dans ce secteur de l'agriculture, secteur tel que confirmé par le Fonds international de développement agricole, qui emploie près du deux tiers de la population active du pays (Tartagni 2012 : 1).

Définition de l'économie du savoir

Avant d'entamer les sections de ce mémoire, il est d'abord important de définir et de situer le concept de l'économie du savoir de même qu'identifier ses principales caractéristiques.

C'est durant le 20^e siècle que des changements structurels progressifs et lents ont particulièrement été observés dans le moteur déterminant de la croissance économique. En effet, une évidence est reconnue par de nombreux auteurs qui soulignent l'entrée dans une nouvelle phase de développement capitaliste (Vonortas 2013 : 9-10; Radwan and Pellegrini 2010 : 14). L'évolution s'est effectuée ainsi : d'abord, il s'agissait de la reconnaissance du passage d'une économie agricole dont la ressource-clé était la terre et après à une économie industrielle dans laquelle les matières premières et les mains-d'œuvre peu qualifiées étaient les principales ressources. Enfin, il y a celle de la phase économique d'aujourd'hui où les avantages compétitifs se traduisent désormais en termes de connaissances innovantes.

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

L'économie du savoir représente une richesse abstraite plutôt immatérielle qui met de l'avant le capital des talents des hommes et des femmes de la société (Lévy et Jouyet 2006 : 9). Cette phase actuelle de l'économie mondiale qui décrit le stade de développement de la société lorsque le secteur des services génère plus de richesse que le secteur manufacturier de l'économie illustre ce qui est désigné sous le terme de société post-industrielle, terme entre autres popularisé par le sociologue américain Daniel Bell, dans son ouvrage *The Coming of Post-Industrial Society* en 1974 (Kirev 2011 : 131). Cette reconnaissance de transition vers la société post-industrielle mentionnée pour la première fois dans ces écrits relève l'apparition des nouvelles structures et principes désignés de l'économie basée sur le savoir.

L'usage du concept a été plus fréquent dans les déclarations, discours et publications d'entreprises et d'organisations internationales durant la décennie 1990 (Clevénot et Douyère 2013 : 17; Amable et Askenazy 2003 : 3). Les mutations profondes de cette phase de l'économie ont plus précisément été abordées dans d'autres écrits par des visionnaires comme Peter Drucker, auteur autrichien qui a abordé dans des travaux sur le postcapitalisme, le concept de « travail de connaissance » (Sossi Alaoui 2012 : 2-3). L'OCDE a proposé une définition générale qui semble avoir été adaptée par plusieurs auteurs. Ainsi, le terme de cette phase de l'économie considérée aussi entre autres sous le terme *l'économie fondée sur le savoir* est définie comme étant une « économie qui repose directement sur la production, la diffusion et l'utilisation du savoir et de l'information » (Vonortas 2013 : 9 : 14; Sossi Alaoui 2012 : 3).

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

De manière générale, l'une des principales caractéristiques observée est la croissance de l'importance du savoir dans tous les secteurs de l'économie. Foray (2009) confirme dans l'ouvrage *L'économie de la connaissance*, que celle-ci « correspond essentiellement, dans chaque pays, aux secteurs d'activités de production et de service fondés sur des activités intensives en connaissance » (p.3). Trois tendances majeures dans cette économie de la connaissance sont clairement distinguées dans Foray (2009) et confirmées dans d'autres écrits : « l'augmentation du capital intangible, l'expansion des activités intensives en connaissance et enfin l'avènement des travailleurs hautement qualifiés ainsi que le transfert des connaissances » (Foray 2009 :19-24; Sossi Alaoui 2012 : 3; Radwan and Pellegrini 2010 : 13).⁷ Ces trois tendances majeures sont relatives aux changements technologiques, plus précisément à l'accélération continue du taux d'innovation dans le domaine des TIC (Foray 2009). Cette accélération soulève des hypothèses parfois empiriquement démenties qui traduisent l'idée par exemple que les TIC ont favorisé « une substitution de la main-d'œuvre qualifiée à la main-d'œuvre non qualifiée sur le marché du travail » (*Ibid.* : 23). Tout bien considéré, ces tendances particulièrement reflétées dans la croissance des économies de l'OCDE s'expliqueraient à travers quatre piliers définis entre autres par la Banque mondiale et mobilisés pour la mesure de la performance au niveau de l'indice de l'économie du savoir (*Knowledge Economy Index -KEI-*), il s'agit de : l'éducation et du capital humain; des technologies de l'information et de la Communication (TIC); de la recherche-développement & innovation ainsi que des institutions et des incitations économiques (Rietdorf 2013; Sossi Alaoui 2012; Britz et al. 2011 : 28-29; Radwan and Pellegrini 2010 : 19).

⁷ Selon Foray 2009, le capital intangible se décompose en deux catégories : 1) les investissements qui portent sur les capacités de production et de transfert des savoirs (éducation, formation, R &D) et 2) les investissements destinés à l'amélioration physique du capital humain (santé) (p.21).

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

SECTION 1 : AVANTAGES DE L'ÉCONOMIE DU SAVOIR ET DÉFIS PAR RAPPORT AUX 4 PILIERS

Dans cette section du mémoire, nous allons faire part des constats sur les avantages des éléments de l'économie du savoir et faire part des défis qui empêchent les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria de tirer avantage de ce nouvel environnement. Ces constats seront établis à l'aide des quatre piliers soutenus par la Banque mondiale et mobilisés pour la mesure de la performance au niveau de l'indice de l'économie du savoir (*KEI*).

Du fait que l'économie du savoir est au cœur des sociétés basées sur la connaissance et où les emplois requièrent de plus en plus de compétence, l'éducation comme premier pilier est un prérequis essentiel pour l'investissement en capital humain. La poursuite de l'effort d'éducation dans les pays du Sud est essentielle, dont le centrage particulier sur les études supérieures est une nécessité, ce qui place les universités comme des acteurs importants sur la scène internationale. Cela est en particulier du fait que « l'enseignement [au niveau des études supérieures] est le pilier de l'économie du savoir et l'acquisition de connaissance par l'apprentissage l'outil du progrès pour l'individu [...] » (OCDE 1996 : 14).

En Afrique subsaharienne, l'amélioration du système éducatif du point de vue de la disponibilité, de l'accessibilité et de son efficacité s'avère être indispensable notamment à cause de l'incompatibilité entre l'analphabétisme et l'accès aux connaissances (Vérez 2009 : 21). Comme l'indique Doudjidingao (2011), l'amélioration du niveau d'éducation « permettrait [entre autres] à la population de mieux se représenter, mieux exploiter les opportunités économiques et de

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

combattre la pauvreté » (Doudjidingao 2011 : 14). Ce qui illustre les présupposés concernant le lien étroit entre l'éducation et la croissance économique. Néanmoins pour revenir à notre définition du développement indiquée au début de ce mémoire, soulignons que la déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948, dont l'article 26, illustre clairement que l'éducation est « une condition essentielle pour favoriser le développement humain intégral de l'Homme » (Doudjidingao 2011 : 28). Le forum de Dakar en 2000 fait part de l'engagement de la communauté internationale dont les États et les organisations internationales telles que la Banque mondiale, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la Science et la Culture (UNESCO) et l'UNICEF. Malgré les objectifs établis, l'Afrique subsaharienne tarde par rapport aux autres régions du monde qui enregistrent de meilleures augmentations du niveau de scolarisation des individus et une progression constante du niveau d'études (Amable et Askenazy 2003 : 3-5; Hudson 2006 : 3).

L'état de lieux sur l'éducation au Nigéria relève l'absence de structure éducative qui valorise l'élévation des compétences et la qualité des formations. Le rapport de l'UNICEF "Nigeria All Children in School By 2015: Global Initiatives on Out-of-School Children" fait part de la situation au niveau des études primaires et secondaires (UNICEF 2012 : Nigeria Country Study). Ce rapport, malgré sa publication qui date de 2012 fait part des statistiques de 2008 qui néanmoins correspondent à la situation qui prévaut encore aujourd'hui en dépit des progrès enregistrés (World Bank 2013, *The Global Competitiveness Report 2013-2014* : 18; Saint, Hartnett and Strassner 2003 : 3-4). Ainsi, il a été indiqué dans le Rapport de l'UNICEF qu'en 2008, par rapport à une estimation de 4,5 millions des enfants d'âge préscolaire (5 ans),

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

seulement 12 % d'entre eux étaient inscrits. En outre, des 24,7 millions d'enfants en âge de scolarité au niveau primaire (6-11 ans), 7,3 millions soit 29,6 % n'étaient pas scolarisés. Au niveau des enfants de 12-14 ans, la fréquentation au secondaire (junior secondary) était la suivante : sur 10,9 millions d'enfants, 2,8 millions n'étaient pas scolarisés soit 26 % du total (UNICEF 2012 : Nigeria Country Study : 12-13). Par ailleurs, "technical education is substantially neglected by policymakers and oriented to the teaching of traditional hand skills that are often divorced from labor market requirements. Higher education enrolls a very modest 4% of the relevant age cohort" (Saint, Hartnett and Strassner 2003: 4). Ce taux de participation de l'enseignement supérieur est le plus faible enregistré parmi les autres régions du monde (Montanini 2013 : 3). En outre sur les défis du secteur de l'éducation tertiaire, il y a par exemple le manque de programmes diversifiés de qualité qui puissent offrir des spécialisations nécessaires au développement économique et social. Ce sont aussi des programmes d'études et des méthodes didactiques qui doivent refléter les besoins locaux (*Ibid.* : 18).

Les facteurs dominants qui expliquent les constats dans les cinq niveaux du système éducatif nigérian sont entre autres le manque d'infrastructures appropriées, la faiblesse des financements du gouvernement dans le secteur, le statut socioéconomique des familles (revenus insuffisants pour couvrir par exemple le coût des livres et des uniformes), les inégalités de genre, les situations géographiques (région du Nord, dont la déstabilisation du groupe islamiste Boko Haram Vs région du Sud du pays population plus chrétienne) de même que les différences entre les 36 États du pays et enfin l'influence des perceptions socioculturelles (Radwan and Pellegrini

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

2010 : 20-22, Montanini 2013 : 8-9).⁸ Les dépenses publiques totales dans le secteur de l'éducation restent encore très faibles. En 2003 par exemple, il a été estimé pour le Nigéria que les dépenses en éducation étaient égales à 2,4 % du PIB nigérian et seulement 14,3 % des dépenses du gouvernement. Plus précisément, "the share of these funds going to primary education has dropped to 35% and secondary education's portion has remained relatively unchanged at 29%, but tertiary education's share has nearly doubled to 35 %" (Saint, Hartnett and Strassner 2003: 9). Ce constat va de soi avec la variation des priorités des institutions internationales comme c'est le cas de la Banque mondiale, qui dans le contexte de l'économie du savoir accorde de plus en plus, d'importance aux études supérieures particulièrement depuis le début des années 2000 (Montanini 2013 : 2).

De manière générale, puisque l'éducation est un vecteur de développement central à l'ère de la société de l'économie du savoir, une nécessité est claire, celle dont chaque pays se doit de disposer et de valoriser sa richesse humaine. Pour ce faire, il s'agirait principalement d'examiner les forces et les faiblesses de leur système éducatif et s'il y a lieu, entamer des réformes des structures d'enseignement et de recherche. Selon le rapport de la *Commission sur l'économie de l'immatériel*, de nouvelles exigences s'imposent pour le secteur de l'éducation. Il y a entre autres : l'incitation à la créativité individuelle et collective; la nécessité de maîtrise de l'anglais (exception pour les anciennes colonies britanniques comme le Nigeria), l'aptitude à manier les nouvelles technologies et surtout l'impératif de délaissement de l'approche pédagogique qui

⁸ Il y a 5 niveaux scolaires dans le système éducatif du Nigéria : 1.Pre-primary education / 2.Primary education/ 3.Junior secondary education/ 4.Upper secondary/ 5.First stage of tertiary education ("Bachelor") (UNICEF 2012, p.18).

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

valorise en premier lieu la capacité de mémorisation, car l'imagination, l'autonomie et les idées sont encore peu sollicitées (Lévy et Jouyet 2006 : 40-42).

L'objectif étant « d'encourager le développement des talents individuels, mais aussi les reconnaître [et] comprendre que la formation n'est plus l'apanage d'un seul âge, mais devra nécessairement accompagner toutes les étapes de la vie » (*Ibid* : 32). Dans cette économie du savoir où la « richesse humaine est le premier facteur de croissance, ce sont les compétences des scientifiques, le talent des équipes de recherche, la créativité des artistes, le dynamisme des entreprises, des industries, y compris culturelles » (*Ibid* : 8). Cela va de soi avec la nécessité des pays de renforcer leurs stratégies de maintien de leur capital humain hautement qualifié, chose qui fait toutefois défaut dans les pays de l'Afrique subsaharienne avec le phénomène continu de la fuite des cerveaux. Cette forme d'émigration de la matière grise et de ses compétences est définie comme un « processus par lequel des professionnels hautement qualifiés issus des pays du Sud sont attirés par les pays du Nord, soit pour parfaire leur formation universitaire, soit pour y prendre un emploi » (Gilles et Lambert 2010 : 198). En plus d'avoir un impact sur le milieu académique et professionnel, cette fuite de cerveaux représente une perte économique d'à peu près 40 % de la richesse du continent (Montanini 2013 : 7).

Plusieurs facteurs expliqueraient ce phénomène, il s'agit entre autres de facteurs exogènes désignés en anglais comme des *Pull factors*, par exemple : meilleur univers académique, encadrement pour continuation de recherche significative, meilleures opportunités d'emploi, politique volontariste de recrutement). Des cas concrets de ces politiques volontaristes qui

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

illustrent la manière dont les pays les plus riches s'emploient de maintes façons à attirer les meilleurs cerveaux du monde sont notamment cités dans l'article de (Ramphel 2004) : "France and Germany relaxed the insurance of visas to attract foreign professionals in technology-related areas [...] and similarly the United States introduced an amendment to the immigration law that included 600, 000 new visa for scientists and engineers" (p.23). Avec les préoccupations du vieillissement de leur population et du recul de leur population en âge de travailler, les pays du Nord renforcent leurs éléments d'attractivité dans le but d'augmenter l'immigration du capital humain nécessaire au développement de leur économie. Il est toutefois important de souligner que les facteurs endogènes sont les principales causes de la mobilité de ces personnes hautement qualifiées. Ce sont donc les *-push factors-* comme par exemple : l'instabilité politique, les conditions de travail déplorable, l'absence de programme de perfectionnement, le manque d'encadrement dans les activités de recherche, le manque d'encadrement des compétences et des ambitions et le manque de ressources comme les laboratoires et les bibliothèques convenables (*Ibid.* : 22-23; Altbach et Salmi 2012 : 196).

Selon Teboho Moja (dans Breton et Lambert 2003), «la perte annuelle est estimée à 23 000 professionnels [principalement du Ghana, du Kenya, du Nigeria et de l'Afrique du Sud]ayant fait des études universitaires» (p.185). Étant donné que « le succès ira aux économies qui se montreront les plus capables d'attirer et de valoriser les talents, c'est-à-dire concrètement de se doter du meilleur potentiel de formation et recherche », le déficit de compétence technique et scientifique reste un défi majeur dans la région (Levy et Jouyet 2006 : 10).

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

Le deuxième pilier parmi les quatre définis par la Banque mondiale et mobilisé pour la mesure de la performance du *Knowledge Economy Index (KEI)* est celui des technologies de l'information et de la communication. « Ces technologies sont définies comme celles qui autorisent le traitement de l'information et facilitent différentes formes de communication entre êtres humains et systèmes électroniques et entre systèmes électroniques eux-mêmes qui ont en commun l'utilisation de données numériques » (Dahmani 2004 : 13). Ainsi, ces TIC qui englobent principalement l'informatique, la téléphonie mobile et l'Internet sont les vecteurs de l'accroissement de la fracture numérique nord-sud. Comme reconnues, ces technologies ont eu des effets sur les manières de produire, d'échanger, de communiquer et d'apprendre des connaissances. Elles ont plus précisément porté à la redéfinition des rôles de l'information, de sa circulation et de son exploitation sur les structures et organisations de l'économie et de la société par exemple de l'organisation du travail, du système de formation et d'éducation (*Ibid.*). Cela donne naissance à des nouvelles formes de création, car elles facilitent la transformation des éléments immatériels en innovation (Levy et Jouyet 2006 : 15).

Clévenot et Douyère (2013) insistent sur le fait que « les pays qui sont à même de bénéficier et de produire des technologies sont les pays qui sont également les plus avancés dans le développement économique » (p.13). Ce propos rejoint celui de la notion de « frontière technologique », une notion qui met en relation le développement, la technologie et la connaissance. Cette notion sous-entend que la diffusion des TIC dans les pays du Sud est une condition qui leur permettra de sortir du sous-développement (Clévenot et Douyère 2013 : 4; Sossi Alaoui 2012 : 6-7). Ainsi, l'accroissement de la diffusion des TIC sous-entend que

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

l'utilisation des technologies de pointe et l'effort déployé en matière d'innovation et de recherche et développement contribueront significativement aux performances compétitives des pays de la région (Sossi Alaoui 2012 : 8). Ainsi la nature du progrès technique va permettre d'accroître la productivité marginale relative du capital intangible. Cette contribution strictement perçue du point de vue économique fait plus précisément référence à l'amélioration des performances d'approvisionnement et de commercialisation des entreprises (*Ibid.*).

Selon Clévenot et Douyère (2013), « la diffusion des TIC permet [notamment] de réduire les coûts transactionnels et engendre une meilleure adéquation de l'offre et de la demande; elle permet ainsi de stimuler la croissance de nouveaux marchés » (p. 7). De fait, la faible attractivité des investisseurs étrangers en Afrique subsaharienne peut être expliquée par défaut du facteur essentiel que sont les TIC, car elles permettent de développer la capacité de recherche et de développement en plus de favoriser les gains de productivité et de créer de nouveaux avantages comparatifs. Malgré l'évolution du marché des TIC dans la région, les pays de l'Afrique subsaharienne sont en majorité loin de cette frontière technologique « définie comme l'ensemble des technologies les plus efficaces et les plus récentes mises en œuvre dans les pays leaders » (Levy et Jouyet 2006 : 14). En effet, les pays comme le Nigéria sont encore en phase de rattrapage où la croissance de la productivité repose par exemple largement sur une politique d'imitation des technologies les plus efficaces (*Ibid.*). Le manque d'investissement sur le taux d'équipement en TIC et surtout la faiblesse du capital humain expliquerait cette situation. L'implémentation de certains TIC par des transferts de ce qui est utilisé dans le pays du Nord évoque la possibilité pour les pays du Sud de sauter des étapes technologiques pour rejoindre

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

directement la frontière technologique (Amable et Askenazy 2003 : 15-16). La nécessité d'adoption des TIC aux réalités locales fait en sorte que ces transferts du Nord vers les pays de l'Afrique subsaharienne ne suffisent pas à enclencher une dynamique vertueuse de développement (*Ibid.*; Aubert 2005 : 26). De plus, comme relevé par le premier pilier de l'économie du savoir, il doit avoir un capital humain capable d'assimiler la technologie étrangère, une faiblesse plutôt soulignée pour les pays de l'Afrique subsaharienne.

Dans ce contexte de l'économie du savoir, il importe de souligner que l'internet est le principal élément des TIC, du fait de l'importance de la transmission de l'information et de la communication. Selon Sossi Alaoui (2012), le Nigéria figure toutefois parmi les pays de l'Afrique subsaharienne ayant l'un des plus hauts taux d'internautes. En 2005 par exemple sur la quasi-totalité des internautes en Afrique, le taux au Nigéria était de 38 % (*Ibid.* : 7). Malgré cela, il est important de rappeler que seulement 49,5 % de la population vit en zone urbaine et que même dans ces zones, les infrastructures électriques sont encore problématiques (Central Intelligence Agency : The World FactBook 2014).

L'investissement des ressources financières allouées à la production de recherche scientifique et technologique des pays de l'Afrique subsaharienne est le plus faible au niveau mondial. En 2000, par exemple, le système d'université fédérale du Nigéria ne consacrait que 1,3 % de son budget à la recherche (Saint, Hartnett and Strassner 2003 : 3). Hamel (2004) décrit les faiblesses du troisième pilier de l'économie du savoir que sont les capacités de recherche-développement et d'innovation dans la région : "Knowledge creation through research and development is an

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

understaffed, under-equipped, under-funded activity (less than half a percent of GDP compared with more than two percent for the advanced economies) and too disconnected from the potential users to be really effective" (p.21). En plus de cela, l'augmentation de la concurrence renferme les préoccupations des firmes et des États en ce qui concerne les questions de propriété intellectuelle et de protection de l'innovation.

Par ailleurs, la capacité des pays à faire venir les talents scientifiques internationaux est centrale dans le contexte de l'économie du savoir (Levy et Jouyet 2006 : 55). Cette capacité reste un défi pour les pays de l'Afrique subsaharienne, dont le Nigéria, et expliquerait une part de la faiblesse des capacités de recherche-développement et d'innovation dans la région. Les faiblesses d'attractivité de ces talents sont aussi les causes de la perte des scientifiques et chercheurs locaux (Britz et al. 2011 : 26). La main-d'œuvre hautement qualifiée formée à l'étranger devrait vouloir retourner en Afrique sans un sentiment d'obligation ou de contrainte. Pour cela, des stratégies d'incitation qui favorisent un environnement favorable aux opportunités d'emploi et de développement de carrière seront essentielles.

Le dernier pilier et donc quatrième de l'économie du savoir identifié par la Banque mondiale est celui des institutions et des incitations économiques. L'absence de politiques adaptées à la concurrence expliquerait la sous-diversification de l'économie dans les pays de l'Afrique subsaharienne. Une réforme des institutions économiques et de leur mode d'organisation devra être effectuée à cause notamment de l'intensification de la concurrence dans cette économie du savoir. Aussi, « comme la connaissance devient un enjeu de concurrence, les questions de

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

propriété intellectuelle et de protection de l'innovation passent au premier plan des préoccupations des firmes et des États (Amable et Askenazy 2003 : 6).

En outre, on ne saurait passer sous silence la difficulté d'attraction des IDE dus notamment à l'absence d'infrastructures et de stabilité politique. L'augmentation reconnue des IDE dans les pays de l'Afrique subsaharienne reste encore principalement centrée sur les matières premières (Clevénot et Douyère 2013 : 4 : 35). Plus précisément, ces « IDE réalisés sur ce continent sont largement orientés vers le secteur de l'extraction minière et pétrolière », ce qui classe le Nigéria parmi les dix pays recevant la plus grande concentration d'IDE (*Ibid.*). Il est affirmé que la concentration sur certains de ces secteurs primaires a seulement eu de faibles retombées économiques et sociales.

SECTION 2 : ACTEURS PRINCIPAUX IMPLIQUÉS

Dans la deuxième section de ce mémoire, nous allons discuter des rôles de quelques acteurs principaux impliqués et de l'évolution de leur contribution dans le contexte de l'économie du savoir.

L'État

Mis à part la production, la diffusion et l'utilisation du savoir et de l'information, la mise en œuvre des transformations complémentaires telle que la qualité institutionnelle, le niveau d'instruction du capital humain et le maintien d'environnement favorable à l'économie du savoir, sont tenus d'être menés par les gouvernements (OCDE 2010; OCDE 1996). L'État est déjà

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

largement impliqué dans cette économie notamment du fait de l'investissement dans l'éducation, la recherche et la mise en place de réseaux de communication plus performants (Levy et Jouyet 2006 : 27). Selon Schwartz, Eamonn et Boyer (1999), « dans une économie industrielle, le gouvernement se préoccupait de l'allocation des ressources rares alors que dans une économie du savoir, il visera à faciliter la création de savoir et la découverte » (p.108). Le modèle soutenu pour l'État dans ce contexte consiste « davantage à entretenir et à stimuler des moteurs de la croissance comme l'innovation technologique et à s'ouvrir aux idées nouvelles et aux influences extérieures » (*Ibid.*) Les constats de la place des pays de l'Afrique subsaharienne illustrent clairement que les États dans cette région n'ont pas encore de politiques suffisantes qui définissent le contexte et une trajectoire qui favorisent les activités relatives au savoir. En plus de cette faible implication en matière de politique publique pour le virage des pays de la région dans l'économie du savoir, des défis tels que la décision par rapport à la diffusion et à l'accès du savoir seront à résoudre. Schwartz, Eamonn et Boyer (1999) discutent entre autres de la tension entre la nécessité de l'ouverture ou celle du contrôle de l'information pour les populations. Le rapport de la CNUCED évoqué dans l'article de Clévo et Douyère (2013) fait plus précisément état des questions institutionnelles qui doivent être prises en compte dans le contexte de l'économie du savoir. Il s'agit de :

l'établissement d'un régime de propriété intellectuelle favorable aux innovations et une politique de concurrence, le renforcement du système éducatif ainsi que du système de recherche, la création de structures publiques de connaissance, le développement d'infrastructure d'information et de communication, la création d'un environnement produisant de la confiance dans l'usage des TIC et un bon fonctionnement des marchés financiers

(Clévo et Douyère 2013 : 9)

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

Dans le cas concret de notre question de recherche principale, les gouvernements ont pour rôle la mobilisation et l'orientation du capital humain, d'acteurs des secteurs privés, des institutions internationales et surtout du financement essentiel pour que l'économie du savoir puisse être un vecteur effectif sur le développement économique et social de la région.

Les universités

Dans les sections précédentes de ce mémoire, nous avons souligné l'importance centrale du capital humain dans l'économie du savoir. Ainsi, « il est nécessaire que les agents disposent de compétences particulières pour pouvoir bénéficier des avancées de la connaissance, pour pouvoir utiliser l'information qui est stockée et circule de façon de plus en plus efficace » (Amable et Askenazy 2003 : 6). Les universités, lieu d'excellence pour la réflexion portant sur les réalités sociales et les besoins de transformation, sont des acteurs clés qui peuvent contribuer à la mobilisation du nécessaire pour que l'économie du savoir devienne un vecteur de développement économique et social dans la région. Étant « dépositaires et dispensateurs d'informations (grâce aux bibliothèques et autres structures semblables), serveurs de réseaux informatiques et fournisseurs d'accès à l'Internet » les universités constituent la base de l'infrastructure d'informations des Nations (Banque mondiale 2003 : 57-58). La formation de professionnels, de techniciens, de scientifiques et d'enseignants de même que l'inculcation des normes, des valeurs, des attitudes et l'éthique aux étudiants ne sont que quelques-uns des éléments qui illustrent la contribution de ces institutions au niveau social (*Ibid.*).

Un changement du rôle de ces institutions universitaires ainsi que l'orientation des recherches qui sont menées sont observés dans le contexte de l'économie du savoir (Milot 2003). La

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

recherche considérée comme un volet du développement, est non seulement reliée à l'enseignement et à la recherche fondamentale, car elle est aussi effectuée dans le but d'obtenir des retombées économiques et sociales. Saint, Hartnett and Strassner (2003) nous informent sur les universités du Nigéria : "Nigeria possesses the largest university system in Sub-Saharan Africa. Although South Africa's tertiary enrollments are higher, Nigeria boasts more institutions" (p.7). Ainsi, ces nombreuses universités nigérianes peuvent adopter des stratégies qui peuvent aider à développer et à maintenir le capital humain du pays et cela en collaboration avec le gouvernement. L'essentiel qui découlera de cela est le renforcement du système éducatif et du système de recherche du pays (*Ibid.* : 4). Au lieu de poursuivre dans la logique compétitive qui domine avec l'idée de devenir des universités de classe mondiale, ces universités devront centrer leur rôle au niveau local, national et régional notamment en termes de stratégie de réduction de la pauvreté.⁹

Les institutions internationales

Il importe de souligner que « l'économie du savoir semble être devenue la nouvelle pierre philosophale de l'économie du développement pour les institutions internationales » (Sossi Alaouis 2012 : 6-7). Ainsi, le PNUD a produit plusieurs rapports d'analyse concernant les contributions de l'économie du savoir pour le développement. La Banque mondiale quant à elle a publié les indicateurs que nous avons mentionnés précédemment, le *knowledge Economy index* (Clévenot et Douyère 2013 : 4).

⁹ Nous allons revenir sur ce sujet des universités de classement mondial dans la troisième section de ce mémoire.

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

Dans leur article critique de l'économie du savoir, Clévenot et Douyère (2013) affirment que les institutions internationales considèrent l'économie du savoir comme une thématique de choix « puisqu'elle permet d'évacuer les problèmes Nord-Sud vers des problèmes microéconomiques d'usage des technologies de l'information » (p.21). L'importance toutefois attribuée par chaque institution diffère, du fait que le PNUD tel que nous avons indiqué au début de ce mémoire centre sur le développement humain alors que la Banque mondiale surtout avec les classements des pays semble mettre l'importance sur la compétitivité des économies et donc la production nationale des États. De plus, l'Organisation de coopération et de développement économique semble aussi avoir des perspectives différentes sur l'économie du savoir et le développement. Comme mentionné au début de ce mémoire, nous allons dans la troisième section faire le bilan de la revue de littérature sur la relation entre l'économie du savoir et le développement des pays de l'Afrique subsaharienne.

Les entreprises

Selon l'analyse du rapport du PNUD 2007 évoqué par Clévenot et Douyère (2013), « la montée de la croissance africaine depuis les années 2000 s'est accompagnée récemment d'une augmentation des IDE et d'un accroissement sensible du taux d'équipement en TIC, particulièrement en téléphones portables » (p. 4). Les téléphones portables représentent d'ailleurs la principale technologie de télécommunication dans la région. Les auteurs estiment toutefois que l'impact des IDE et la montée du taux d'équipement en TIC sur le continent n'ont fait que renforcer les inégalités Nord-Sud, car celles-ci se sont principalement maintenues sur les spécialisations de production des produits de base, c'est-à-dire l'exploitation du secteur primaire,

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

l'extraction ou l'agriculture (Clévenot et Douyère 2013 : 6). Pour ses raisons, il est noté que ces activités économiques ont de faibles impacts positifs sur le développement social (*Ibid.* : 27). Le contexte industriel et commercial est évoqué dans le cadre des progrès réalisés par les TIC entre autres, leur impact sur la productivité des entreprises. Plus précisément, plusieurs TIC permettent l'amélioration de la productivité des entreprises lorsque celles-ci procèdent à des modifications organisationnelles comme l'adaptation à l'évolution de l'environnement (*Ibid.* : 7). Les TIC permettent aussi de stimuler la croissance de nouveaux marchés en facilitant une diversification de la production et des biens exportés.

Avec l'économie du savoir, « les entreprises sont de plus en plus placées en contexte mondial de concurrence monopolistique et l'innovation détermine principalement leurs positions sur le marché » (*Ibid.* : 9-10). Ainsi, les firmes multinationales dont les déplacements se multiplient à cause de la concurrence cherchent à augmenter les ressources pouvant renforcer le développement de leur capacité d'innovation (*Ibid.* : 11-12). Les entreprises africaines sont peu nombreuses à être bien positionnées sur les marchés internationaux à cause de plusieurs facteurs, dont le déficit en capacités techniques et humaines. Ce secteur privé du continent « compte 70 % de très petites entreprises (secteur informel inclus), 20 % d'entreprises moyennes et seulement 10 % de grandes entreprises » (Mathieu 2010).¹⁰ Avec la globalisation et particulièrement le contexte de l'économie du savoir, on observe une augmentation d'une dynamique Sud-Sud sur les investissements de ces entreprises.

¹⁰ <http://www.afrique-demain.org/debat-136-les-entreprises-africaines-dans-la-globalisation->

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

SECTION 3 : L'ÉCONOMIE DU SAVOIR, VECTEUR DE CONTRIBUTION SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL, COMMENT?

Dans les sections précédentes de ce mémoire, nous avons présenté une définition, situé le concept de l'économie du savoir et présenté ces principales caractéristiques et tendances majeures. Par la suite, nous avons à l'aide des quatre piliers de la Banque mondiale dressé un portrait des composantes de cette phase économique et décelé les défis qui empêchent principalement les pays de l'Afrique subsaharienne de profiter au mieux du nouveau relais de croissance qu'est l'économie du savoir. Ensuite, nous avons discuté des rôles de quelques acteurs principaux impliqués et de l'évolution de leur contribution dans le contexte de l'économie du savoir. Dans la section qui suit, nous allons effectuer un bilan sur la relation entre l'économie du savoir et le développement des pays de l'Afrique subsaharienne. La revue de littératures portera essentiellement sur les principales institutions internationales de développement.

Notre question de recherche fait part de l'utilisation de l'économie du savoir comme un des vecteurs du développement économique et social des pays de la région subsaharienne. Ainsi, les pays comme le Nigéria se doivent de trouver des stratégies qui puissent leur permettre de tirer profit des connaissances, des technologies et des innovations en contexte de l'économie du savoir. Ce géant de l'Afrique pourrait tirer au mieux parti du changement progressif de l'économie mondiale pour se hisser parmi les prochains pays émergents et suivre son

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

compétiteur l'Afrique du Sud.¹¹ Bien que le Nigéria soit encore très dépendant d'exportation de matières premières, la considération de la nouvelle ère économique comme priorité pourrait permettre des changements, dont l'amélioration du bien-être de son capital humain croissant. La relation entre l'économie du savoir et le développement des pays de l'Afrique subsaharienne n'est toutefois pas perçue de la même manière, c'est ce qui met en lumière la diversité des stratégies de développement proposées.

BANQUE MONDIALE

En vue de contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des niveaux de vie par une croissance durable et un investissement dans le développement humain, la Banque mondiale accroît des efforts déployés dans l'enseignement supérieur et dans les secteurs de la science et de la technologie (Montanini 2013 : 34; World Bank 2013; Altbach et Jamil 2012). La contribution de la Banque mondiale consiste entre autres à « l'expansion et à la diversification des systèmes d'enseignement supérieur ainsi qu'à la promotion des réformes dans ce secteur, afin de le rendre plus efficace, pertinent, équitable, transparent et dynamique » (Banque mondiale 2003 : 2). Cette contribution active de la Banque mondiale sur le système d'enseignement supérieur des pays en voie de développement date de 1963, mais s'est surtout accentuée à partir des années 2000 (*Ibid.* : 2; Montanini 2013 : 2 : 11-16).

¹¹ Le ralentissement de certains pays du BRICS a mené quelques économistes et investisseurs à émettre des nouveaux acronymes comme le cas du groupe des MINT : Mexique, Indonésie, Nigéria, Turquie. L'Express (2014) Actualité : http://www.lexpress.fr/actualite/monde/quels-seront-les-prochains-pays-emergents_1504194.html.

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

Les études supérieures étant privilégiées dans l'optique qu'elles constituent un atout pour les stratégies de développement nationales. Plusieurs bienfaits de l'enseignement supérieur sont mentionnés dans le rapport :

- compétences de haut niveau indispensable à tout marché de l'emploi
- formation nécessaire aux enseignants, aux médecins, au personnel soignant, aux fonctionnaires, aux ingénieurs, aux humanistes, aux entrepreneurs, aux scientifiques, aux spécialistes des sciences sociales et à beaucoup d'autres spécialistes
- développement des capacités et des compétences analytiques, qui gèrent les économies locales, appuient la société civile, enseignent les enfants, dirigent les gouvernements et prennent des décisions importantes qui touchent la société dans son ensemble

(Banque mondiale 2003 : 1)

Pour ses raisons, les universités sont des acteurs importants du fait de leur contribution dans la production stratégique des compétences humaines hautement qualifiées, de même que celle de recherches appliquées pour la résolution des problèmes sociaux. De fait, l'université constitue par de nombreux aspects, le moteur du développement local, régional et le vecteur de l'innovation. Dans ces efforts, la Banque mondiale met à disposition, ses ressources financières et sa base de connaissance. Malgré cela , les dictats de l'approche centralisée du système d'enseignement supérieur prévalent dans ces actions et renforcent la concurrence entre les institutions universitaires avec les systèmes étrangers plus performants. D'ailleurs, les classements des universités de rang mondial illustrent la prédominance de la logique compétitive, dont l'atteinte de l'excellence comme but ultime. Ces classements mondiaux d'universités sont indiqués par Altbach et Jamil (2012) comme une alarme pour les institutions du Sud qui tentent d'entreprendre des stratégies pour atteindre l'excellence. Par exemple, pour le cas de l'université d'Ibadan au Nigéria, les stratégies suivantes ont été entreprises :

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

- Instauration de politique d'autonomie et remise en main de la gestion interne de l'institution à un Conseil universitaire
- Établissement de plan stratégique qui définit les étapes à suivre pour concrétiser l'ambition de devenir un établissement d'excellence de niveau international (remarque : investissement surtout pour les programmes de science et technologie)
- Réorientation; transformer progressivement Ibadan en une université à vocation de recherche
- Renforcement d'effort d'internationalisation tel que l'établissement de partenariat pour un meilleur accès aux savoirs et aux réseaux mondiaux
- Amélioration des infrastructures

(Altbach et Jamil 2012 : 210-224)

Malgré ces stratégies entreprises par l'université d'Ibadan, ces auteurs reconnaissent « qu'il [lui] faudra encore du temps pour atteindre l'excellence » (*Ibid.* : 226). Dès lors, la réalité des choses par l'analyse des critères de ces classements et des caractéristiques d'une université de rang mondial nous confirment que les universités d'Afrique Subsaharienne ne détiennent pas les qualificatifs nécessaires (Salmi 2009 : 89-90). Afin de tenir compte des trois grands ensembles complémentaires de facteurs présents dans les meilleures universités soit la forte concentration des talents, les ressources abondantes et une gouvernance favorable, il faudrait pour l'ensemble de ces universités africaines l'adoption de la troisième stratégie fondamentale « [créer à partir de rien; approche de la table rase] » (Altbach et Jamil 2012 : 32; Salmi 2009 : 8-9). Si tel est le cas, cela signifierait pour ces institutions une reconstruction afin d'intégrer les différents éléments indiqués dans les critères pour devenir des universités de rang mondial. Ainsi donc, en plus de la faiblesse de leur autonomie financière, celles-ci auront un agenda concis sur les stratégies de gestion à adopter, le type d'enseignement et de recherche qui seront d'ensemble sur la base des résultats de classement mondial. Pour tenter d'être plus compétitives et plus attractives comme les universités du Nord, ces universités semblent devoir poursuivre sur une logique d'imitation

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

puisqu'elles doivent « accéder aux idées et aux technologies élaborées ailleurs » (David Bloom dans Breton et Lambert 2003). Cette imitation pourtant relève d'une imposition d'un développement linéaire conceptualisé sur la base de l'évolution des pays occidentaux et c'est pour cela que (Aarts, Halvorsen and Taylor 2011), ont raison de remettre en question cette nécessité apparente d'imitation (p.14).

Il convient aussi de rappeler qu'il ne s'agit pas seulement des universités qui sont poussées à suivre dans la compétition, les pays eux-mêmes le sont : “to be competitive in the world knowledge economy, African countries must reach higher quality standard and technological scaling, by pursuing innovation and aiming at excellence at a regional level ” (Montanini 2013 : 16; World Bank 2013 : The Global Competitiveness Index 2013-2014: Country Profile Highlights).¹² Plusieurs réformes prescriptives sont indiquées pour ces pays. Parlant de dictat, la part des financements octroyés par les institutions internationales laisse aussi peu de flexibilité aux pays de cette région quant aux choix des priorités entre autres par rapport aux recherches et innovations menées. À cet égard, Montanini (2013) écrit : “The high dependence on international donors funding limits the selection of academic research topics and doesn't often favour scientific debate, as it directs scholars and students towards overexploited subjects that have higher probability to be supported by international projects respecting as far as possible the local mark” (p.17). En conséquence, les pays de l'Afrique subsaharienne, dont le Nigéria, devront arriver à influencer l'agenda pour mieux l'adopter aux besoins sociaux locaux et éviter une déconnexion sur les réalités en se lançant dans la logique compétitive promue principalement par

¹² Le Nigéria est classé 120^e sur l'évaluation totale de 148 pays : les critères utilisés démontrent l'état de la productivité et de la prospérité dans les pays sélectionnés, par exemple qualités des institutions de recherche, innovations et marché du travail.

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

la Banque mondiale. Cette logique met de l'avant le modèle de l'université entrepreneuriale et évoque le retour du modèle développemental de l'université qui prendrait toutefois en considération les nouvelles exigences de la globalisation, proprement celle de l'économie du savoir.

En fin de compte, le modèle de la Banque mondiale n'est pas un modèle acceptable pour les pays de l'Afrique subsaharienne, car il diverge avec celui de l'idée de construction des universités de modèle développemental. L'exemple de l'université Ibadan nous démontre que la liste des stratégies suivies dans le cadre de la logique du modèle de l'université entrepreneuriale ne convient pas au court terme. L'investissement surtout pour les programmes de science et technologie ainsi que dans les infrastructures des universités sont des projets à long terme qui requièrent un financement considérable et dont les bénéfices ne portent pas directement sur la résolution d'un problème social concret, mais plutôt général qui est notamment celui de la restructuration du système éducatif. Cette restructuration sans changement à l'amélioration entre autres des institutions gouvernementales et des opportunités d'emplois, n'atténuera pas nécessairement par exemple la fuite des cerveaux. Ce qui fait que les universités devront procéder à des formations de professionnels requis dans des domaines qui touchent le milieu local et auquel il y aurait une meilleure garantie d'emploi pour les diplômés. Enfin, les besoins ne sont peut-être pas pour des savoirs théoriques de haut niveau, mais plutôt pour des savoirs concernant des habiletés pratiques.

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

OCDE

Les pays de l'Organisation de coopération et de développement économique sont en majorité ceux qui ont intégré le stade de l'économie du savoir (OCDE 2010). De ce fait, les stratégies adoptées par l'OCDE sont essentiellement celles qui visent à augmenter la performance économique des pays qui n'ont pas atteint ce stade. L'identification du savoir et de la technologie comme moteur de productivité et de croissance fait part de la considération dichotomique entre ceux qui sont perçus comme étant une économie moderne et ceux qui demeurent une économie traditionnelle. En conséquence, l'implication de l'OCDE dans les pays du Sud s'accroît avec le contexte de l'économie du savoir sur la diffusion du savoir et des technologies. D'ailleurs, le rôle clairement indiqué de cette organisation est dans le domaine de la Science, de la Technologie et de l'Industrie, d'identifier les pratiques exemplaires pour une économie fondée sur le savoir.

Les stratégies de l'OCDE portent principalement sur l'innovation et le transfert des technologies (OCDE 2010). L'accent particulier est d'abord mis sur l'innovation, considérée comme « un puissant moteur de développement, qui peut être mobilisé au service des enjeux sociaux et mondiaux [...]. C'est également sur l'innovation que doivent miser les économies avancées et les pays émergents pour créer de l'emploi et stimuler la croissance de la productivité » (*Ibid.* : 1). Il est important de souligner que les pays en voie de développement, dont ceux de l'Afrique subsaharienne, sont peu considérés dans ces propos concernant l'innovation. Au fait, le rythme du progrès technique et l'acquisition de connaissances expliqueraient le décalage de ces pays dans l'élaboration des principes d'actions en faveur de l'innovation, devenue de plus en plus complexe et plus coûteuse (*Ibid.* : 7). Ainsi, ils sont à l'écart dans cette économie mondiale reconnue par l'OCDE comme étant fortement concurrentielle et réticulaire (*Ibid.* : 1). Ce qui

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

nous indique que le développement des pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria dépendra de la diffusion continue du savoir et des technologies issues des pays du Nord. En tenant compte des défis que nous avons relevés dans la première section de ce mémoire et surtout celle du faible capital humain hautement qualifié, le simple transfert technologique ainsi que l'accélération de progrès techniques dans ces pays de l'Afrique subsaharienne s'avère être une stratégie insuffisante. Il s'agit précisément de l'insuffisance et dans certains cas de l'absence des conditions préalables pour que le changement technologique soit un facteur déterminant de croissance économique et ait un impact considérable sur le bien-être des populations. Les conditions préalables qui sont absentes ont été développées dans la deuxième section de ce mémoire, et nous n'allons pas revenir sur cela en détail dans la présente section. En résumé, elles concernent les infrastructures et la faiblesse des institutions.

PNUD

La tenue des Forums mondiaux destinée à l'étude de la relation entre les TIC et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement est une preuve que les stratégies de développement se complètent entre acteurs, notamment entre l'OCDE et le PNUD (OCDE 2002). Le rapport de 2001 de l'OCDE intitulé « l'économie du savoir et les opportunités du numérique » discute entre autres des préoccupations que suscite le fossé numérique Nord-Sud et tente de déterminer comment les TIC peuvent servir d'outils au service du développement et de la réduction de la pauvreté notamment par la création d'opportunités économiques génératrices de revenus.¹³ L'OCDE et le PNUD ont des préoccupations sur le développement social, mais le PNUD apporte des réponses plus concrètes à notre question de recherche de

¹³ Rappel que nous avons souligné d'autres effets des TIC sur le développement dans la section 2 de ce mémoire.

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

départ en mettant l'accent clair sur les populations pauvres et marginalisées. Comme mentionné antérieurement dans ce mémoire, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) qui soutient effectivement le développement dans le sens où il désigne l'ensemble des transformations visant à l'amélioration du bien-être des populations surligne particulièrement l'utilisation des TIC de façon à répondre aux besoins sociaux (OCDE 2002 : 4). À cet égard, il est mentionné que « les pays en voie de développement ont besoin d'une aide pour élaborer, dans le cadre de leurs stratégies globales de développement, des stratégies relatives aux TIC, [lesquelles doivent par exemple s'attaquer aux inégalités notamment entre hommes et femmes en assurant un accès universel] » (*Ibid.* : 5). Dans le Rapport (2013) du PNUD, on remarque que les efforts de financements et du transfert de technologies favorisent principalement l'intégration régionale et les relations Sud-Sud (p. 4 ; 10). Au fait, « le transfert de technologie [par exemple] depuis le Nord, exige souvent une adaptation onéreuse en raison des différences en termes de capacités d'absorption » (*Ibid.* : 18). À cause de l'avantage à l'adoption directe, force est de constater que le potentiel le plus important pour le développement humain réside véritablement dans le transfert de technologie depuis le Sud.

Pour conclusion, nous considérons que les stratégies de l'OCDE et du PNUD (mis à part la différence d'accent particulier pour le bien-être des populations les plus pauvres et marginalisées dans le cas du PNUD), portent principalement dans le contexte de l'économie du savoir au transfert des technologies. Malgré les efforts de ces organisations, ces technologies restent très inégalement diffusées et ne portent pas d'effets escomptés sur les populations visées. L'une des raisons, ce que les localités maintiennent parfois une préférence aux méthodes traditionnelles

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

(cas par exemple des techniques agricoles) parce qu'ils ont tout simplement l'habitude et se sentent plus à l'aise ou bien n'ont pas obtenu les enseignements suffisants pour savoir les utiliser.

Banque africaine de développement

Afin de surligner l'importance des relations Sud-Sud et de l'intégration régionale, nous continuons sur la perspective avec la Banque régionale de développement du continent, la Banque africaine de développement (BAD). Pour que les pays de l'Afrique subsaharienne puissent mieux exploiter les marchés mondiaux à leur avantage, la Banque africaine de développement soutient par exemple en tant que partenaire principal africain du savoir, des réseaux de partage de connaissances qui « réunissent de multiples intervenants, parmi lesquels des organisations internationales, des bailleurs de fonds ainsi que des établissements universitaires » (Groupe de la Banque africaine de développement 2014).¹⁴ C'est le cas du soutien pour la nouvelle plateforme web sur la croissance verte lancée par l'Institut mondial pour la croissance verte, l'OCDE, le PNUD et la Banque mondiale en janvier 2014. Cette plateforme vise à combler les lacunes en matière de savoir pour permettre un développement économique plus durable sur le continent (*Ibid.*). L'accès au savoir est aussi appuyé par la BAD avec les financements octroyés à l'université virtuelle africaine (UVA) qui offre des réseaux de formation et d'enseignement à distance.¹⁵ Par ailleurs, il reste qu'à travers d'autres exemples, on décèle l'importance de partage d'expérience par l'échange du savoir-faire Sud-Sud. La BAD confirme à cet égard que cela constitue les véritables sources de croissance et de prospérité (Groupe de la

¹⁴ <http://www.afdb.org/fr/news-and-events/article/afdb-is-first-african-knowledge-partner-for-new-online-platform-on-green-growth-12816/>

¹⁵ <http://www.afdb.org/fr/news-and-events/article/african-virtual-university-transforming-africa-into-a-global-knowledge-hub-12187/>

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

Banque africaine de développement 2012).¹⁶ En général, la multiplication des collaborations en recherche internationales augmente les chances de l'échange de connaissances dans plusieurs directions à partir des pays avancés aux pays en voie de développement. L'acquisition des connaissances pour le développement local met toutefois de l'avant l'importance des liens locaux qui au fait augmentent la probabilité que les créations de connaissances se concentrent sur les questions pertinentes pour les pays en voie de développement plutôt que sur les questions qui ne concernent que les scientifiques des pays avancés (Wagner 2006 : 5).

La raison d'être de cette section sur la BAD est du fait que l'on veut souligner l'importance dans les stratégies de développement en contexte de l'économie du savoir de la multiplication des partenariats d'institutions de recherche pour le partage et le développement de savoir au bénéfice de la résolution des problèmes régionaux. Au fait, l'on pourrait conclure que les pays de l'Afrique subsaharienne comme le Nigéria ont plus besoin de partenariat que d'aide.

SECTION 4 : CAS CONCRET D'APPLICATION AU NIGÉRIA

Nous allons dans la quatrième section développer une proposition fondée sur la question de l'agriculture au Nigéria avec le contexte de l'économie du savoir. Ainsi, à la lumière des éléments qui ont été mentionnés dans ce mémoire, nous pouvons conclure sur la base des arguments analysés que le développement du savoir peut être bénéfique au développement du continent dans le cas où il serait utilisé comme solution aux enjeux majeurs de la région. Dans le

¹⁶ <http://www.afdb.org/fr/news-and-events/article/south-south-exchange-of-know-how-is-essential-for-africas-economic-future-says-afdb-president-9683/>

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

cas du Nigéria, grand exportateur d'aliments de base en Afrique subsaharienne, il est d'évidence que l'agriculture est le deuxième (après le pétrole) élément de contribution dans le PIB. Selon le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'agriculture contribue avec 40 % sur le produit intérieur brut. De plus, "[the] agriculture sector employs approximately two-third of the country's total labour force and provides a livelihood for about 90 % of the rural population"(Tartagni 2012: 1). Bien que ce secteur emploie l'essentiel de la population active du pays, 62,6 % de la population vit encore dans la pauvreté (Statistique PNUD 2012). La majorité de la population nigériane dépendante de l'agriculture pour l'alimentation et le revenu et qui vit donc en dessous du seuil de pauvreté se trouvent dans les zones rurales affaiblies par l'insuffisance des services sociaux et d'infrastructures (Tartagni 2012 : 2). Les investissements sur la santé, l'éducation et l'approvisionnement en eau sont soulignés comme étant des négligences de l'État. Les changements climatiques (sécheresse et érosion de la terre causée par les fortes pluies) et l'accroissement de la population aggravent la situation.

Pour ces raisons, l'économie du savoir comme vecteur de développement économique et social devra contribuer principalement dans ce secteur primordial. Dès lors, ce secteur fait partie intégrante des questions clés traitées dans les Rapports régionaux et nationaux sur le développement humain des pays de l'Afrique subsaharienne (PNUD Rapport 2013 : 4). Étant parmi les priorités relevant des changements climatiques et de la sécurité alimentaire, la complexité des enjeux liés à ce secteur ne pouvant être traité efficacement au niveau national et régional requiert notamment le partenariat de réseaux scientifiques internationaux. L'ampleur de ses enjeux comme l'estime le STEPS Centre (2010), devrait mener à l'abandon de progrès entre

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

nations défini par l'échelle ou le taux de celui qui est en avance ou en développement, car ce sont des défis interdépendants au niveau mondial qui nécessitent une collaboration Nord-Sud. Comme noté par ce centre, une grande morale et un impératif politique devraient avec la part nécessaire en ce qui a trait aux savoirs, technologies et innovations qui existent dans le monde, permettre de répondre aux intérêts des plus marginalisés comme ceux des milieux ruraux (STEPS Center 2010 : 2).

En mettant l'accent sur un secteur particulier, les résultats escomptés ont plus de chance d'être effectifs. Pour qu'il ait par exemple une transformation sur les bases techniques de la production agricole, la pertinence de la recherche et de l'acquisition des connaissances devra être centrée sur le secteur de l'agriculture. C'est dans ce contexte que les universités du Nigéria auront à jouer un rôle central en établissant par exemple des partenariats stratégiques, dont l'accent sur la collaboration scientifique qui a pour fonction une contribution à la production et à l'échange des connaissances. Levy et Jouyet (2006) reconnaissent effectivement que la recherche est de plus en plus partenariale et s'inscrit dans des réseaux qui incluent des laboratoires de recherche publics ou privés (p.85). Ainsi, les universités du Nigéria pourront mieux tirer avantage des recherches et savoir produit puisque les concernant, des facteurs comme l'insuffisance des ressources financières limitent leur potentiel. La coopération universitaire pour le développement étant de plus en plus en croissance fait part des collaborations entre secteurs public et privé, acteurs traditionnels de développement, au niveau régional entre universités Sud-Sud et au niveau international entre universités Nord-Sud.

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

Dans cette idée de collaboration dans le contexte du Nigéria, la reconnaissance du savoir rural passe par celle de la reconnaissance des recherches locales qui sont plus favorables dans le sens qu'elles sont au fondement l'expression de ce qui est perçu à l'immédiat par les universitaires et le reste de la société locale. La capacité d'identification par les universités nigérianes des compétences techniques et des recherches et savoir requis pour résoudre les problèmes sociaux nous démontre toutefois l'importance de la sensibilité particulière aux besoins locaux (Montanini 2013 : 13). Ainsi, des efforts doivent aussi être entrepris de sorte que les chercheurs africains soient mieux reconnus comme des intellectuels au regard des autres chercheurs et que le savoir de la région soit aussi revalorisé.

Par ailleurs, des possibilités de relever des défis agricoles sont aussi indiquées à travers l'idée des innovations pour le développement. En principe, c'est sont celles qui ont un impact sur la diminution des inégalités sociales, la réduction de la pauvreté et l'amélioration de l'environnement (STEPS Centre 2010). Elles sont celles qui peuvent dans le cas du Nigéria, mener à l'avancement du secteur agricole et à la facilitation des travaux majoritairement encore manuels dans les régions du pays. Ces innovations comme l'entend le STEPS Centre (2010) "includes not only science and technology, but –crucially–the related array of new ideas, institutions, practices, behaviours and social relations that shape scientific and technological patterns, purposes, applications and outcomes" (2010 : 2). Ces systèmes dépendent des pratiques politiques, des capacités institutionnelles, des processus organisationnels et surtout du capital humain et de sa valorisation par l'État.

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

Le STEPS Centre mentionne notamment que l'orientation de ces innovations devrait dépendre de l'initiative des citoyens et des mouvements sociaux (p.7). Ce qui en réalité est toutefois masqué par des intérêts institutionnels et des intérêts commerciaux. Par exemple, "it is sometimes assumed that high-input, industrial agriculture presents the ideal solution to problems of food supply and hunger" (*Ibid.*). Ce propos reflète la divergence de perspective d'analyse du problème. Le STEPS Centre insiste aussi sur de la nécessité du renforcement de la capacité des citoyens et des utilisateurs à s'engager activement dans le processus d'innovation pour qu'ils ne restent pas seulement des bénéficiaires passifs des innovations apportées de l'extérieur. En outre, l'État se doit de reconnaître et de supporter les innovations locales.

Enfin, l'intérêt est aussi sur les technologies qui peuvent réellement contribuer dans le secteur agricole, dont les effets sur l'accroissement de la productivité, l'augmentation du revenu des agriculteurs, la facilitation des techniques de travail et la réduction de la dégradation environnementale. Cet intérêt d'apport technologique est notamment souligné parmi les stratégies du Fonds international de développement agricole (FIDA) dans ses projets au Nigéria. Pour enclencher une réelle dynamique de développement, l'on ne favorisera pas qu'un simple transfert des technologies des pays du Nord. Par exemple, la question de l'alphabétisation est très importante par rapport à l'introduction des TIC dans les milieux ruraux, d'où l'importance soulevée d'un capital humain capable d'assimiler les technologies étrangères. Dans ce cas, une formation de base sur l'enseignement de l'utilisation de ces TIC est requise si l'on veut s'assurer que leur utilisation soit effective et contribue à l'acquisition des résultats escomptés. C'est par rapport à cet élément que les organisations internationales auront à respecter les priorités nationales afin d'éviter l'échec de la mise en œuvre des projets liés à l'investissement des

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

technologies surtout en milieu rural. Il est effectivement souligné qu'à côté de la recherche, que les donateurs internationaux ont tendance à financer l'achat des technologies (Montanini 2013 : 20).

Dès lors, il faudrait une reconsidération de leur plan d'action pour mieux tenir compte des stratégies nationales de développement et éviter donc d'imposer leurs perceptions quant aux technologies nécessaires. Des cas de difficultés d'adaptation des technologies existantes illustrent l'importance de donner la priorité aux actions et au savoir des agriculteurs locaux. Ainsi, « les paysans soutiennent que les démarches et les méthodes du transfert de technologies, qui ont étayé l'agriculture industrielle et la révolution verte, ne conviennent pas à l'agriculture à faibles ressources, complexe, diversifiée et à risques » (Scoones et Thompson 1999 : 7). De ce fait, nous pouvons voir qu'il est crucial pour les organisations internationales et les professionnels de développement d'apprendre à mieux servir les intérêts des agriculteurs vulnérables et dépourvus de ressources.

Amable et Askenazy (2003) défendent l'idée selon laquelle « les adaptations aux évolutions peuvent a priori être diverses » dans cette phase qui implique des tendances communes à toute l'économie mondiale (p.17). À cet égard, Aubert (2005) insiste sur le fait que cette économie devra être adaptée au niveau de développement des pays. Cela concerne notamment la mise à niveau de l'éducation, la mise en place des recherches et des innovations appropriées aux contextes locaux. Dans le cas contraire, Clévenot et Douyère (2013) soutiennent que l'économie du savoir « comme vecteur du développement met en abime les conditions matérielles et institutionnelles de la diffusion, de la production et de la mobilisation des connaissances » (p.5).

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

Pour servir de vecteur au développement économique et social, l'économie du savoir devra être adaptée à son milieu d'application, viser un secteur capable d'enclencher les effets d'entraînement nécessaires à l'amélioration du bien-être de même que recevoir des investissements conséquents. Ce qui veut dire que les connaissances, les technologies et les innovations devront être l'une des priorités du développement et être orientées vers la résolution des problèmes sociaux du milieu d'application. Il y a quelques conditions qui sont impliquées, dont la valorisation du capital humain dans la mise en place par l'État de stratégies de résolution des besoins sociaux. En outre, les universités devront effectuer des partenariats stratégiques. Enfin, les organisations internationales et les autres acteurs du développement international devront tenir aux respects des priorités nationales exprimées en termes d'investissement dans l'économie du savoir.

CONCLUSION

Plusieurs auteurs reconnaissent le passage à une nouvelle phase de l'économie mondiale et estiment qu'elle permet la mise en place de nouvelles stratégies de développement économique et social. Cette nouvelle phase de l'économie plus évidente dès le 20^e siècle n'est pas issue d'une discontinuité puisqu'il s'agit du résultat d'un changement progressif et lent dans le système économique mondial. L'évidence soulignée est la croissance de la part relative du PIB des nations attribuée au capital intangible. La question principale de ce mémoire était : comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social? Le cas particulier du Nigéria, géant de l'Afrique en termes de population et tout récemment en termes

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

économiques a été utilisé. Pour répondre à cette question, nous avons d'abord défini et situé le concept de l'économie du savoir de même que présenté ces principales caractéristiques et tendances majeures. Ensuite, nous avons à l'aide des quatre piliers de la Banque mondiale dressé un portrait des avantages de cette phase économique et décelé les défis qui empêchent principalement les pays de l'Afrique subsaharienne de profiter au mieux du nouveau relais de croissance qu'est l'économie du savoir. En outre, le rôle de quelques acteurs principaux impliqués et l'évolution de leur contribution dans le contexte de l'économie du savoir ont été présentés dans la seconde section. Enfin, la question de recherche a été développée dans la troisième section du mémoire où nous avons relevé la diversité des stratégies de développement mis de l'avant pour les pays de l'Afrique subsaharienne. Il s'agissait des stratégies promues entre autres par la Banque mondiale, l'OCDE, le PNUD et la Banque africaine de développement. Notre quatrième section consistait en une application sur le secteur particulier de l'agriculture au Nigéria et démontrait que l'application de l'économie du savoir est porteuse de développement lorsqu'elle concerne le secteur qui touche les populations les plus pauvres et marginalisées de la société.

Dans l'ensemble de notre analyse sur la question de l'économie du savoir comme un des vecteurs de développement des pays de l'Afrique subsaharienne, dont le Nigéria, malgré le rôle principal qu'attribue la question de recherche aux États de ces régions, les stratégies sont mises de l'avant et principalement soutenues financièrement par des acteurs externes. Or, le développement des pays de la région qui constitue un problème multidimensionnel nécessitant des solutions multisectorielles requiert la collaboration de l'ensemble des parties prenantes et une

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

coordination sur les stratégies qu'ils proposent. Ce sont le gouvernement, les donateurs, le secteur privé, les organisations internationales et surtout les organisations régionales et la société civile.

En définitive, ce mémoire a mis en lumière l'importance du modèle de l'économie du savoir fondé sur les innovations et l'investissement en capital humain ainsi que la mise en réseau de recherche sur un domaine particulier prioritaire aux besoins locaux. L'examen du cas au Nigéria illustre le fait que les pays de l'Afrique subsaharienne ne doivent pas s'aligner dans une simple course aux nouvelles technologies de même qu'encadrer leurs universités dans une course aux prestiges orientée vers le renforcement des liaisons étroites avec les entreprises. Pour que l'économie du savoir soit un des vecteurs de développement économique et social, une nécessité de changement de secteur d'investissements a été démontrée. Dans une nouvelle piste de recherche, il serait intéressant d'élargir la portée de l'analyse sur l'établissement des mécanismes institutionnels concrètement établi par les différents acteurs que nous avons identifiés, et ce dans l'optique d'un renforcement des liens régionaux qui puissent améliorer les capacités locales et augmenter la création de réseaux stratégiques. Il s'agirait aussi de voir comment les politiques gouvernementales tiennent compte des changements des secteurs prioritaires de ces acteurs en s'appuyant essentiellement sur les forces et les besoins locaux.

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

BIBLIOGRAPHIE

- AFRIQUEJET (2014). « Science et technologie : un Conseil de recherche scientifique en Afrique », *Actualités Africaines*, <<http://www.afriquejet.com/afrique-ouest/1557-science-et-technologie-un-conseil-de-recherche-scientifique-en-afrique.html>> (page consultée le 31 mai 2014).
- ALTBACH, Philip G. et SALMI, Jamil (2012). *Orientation du développement, développement humain, La voie de l'excellence Académique : La création d'universités de recherche de rang mondial*, Banque Mondiale, Washington, D.C., chapitre 1 et 7.
- AMABLE, Bruno et ASKENAZY, Philippe (2003). « Introduction à l'économie du savoir », *Contribution pour le rapport UNESCO construire des sociétés du savoir*, [en ligne], <<http://www.jourdan.ens.fr/~amable/unesco%20final.pdf>> (page consultée le 7 mai 2014).
- AUBERT, Jean-Éric (2005). « L'Afrique face à l'économie de la connaissance », *World Bank Institute*, 42 p. [en ligne], <http://siteresources.worldbank.org/KFDLP/Resources/LAfrique_face.pdf> (page consultée le 7 mai 2014).
- BAILLARD, Dominique (2014). « Aujourd'hui l'économie : le Nigéria, nouveau champion d'Afrique », <<http://www.rfi.fr/emission/20140407-nigeria-nouveau-champion-afrique-pib/>> (page consultée le 7 mai 2014).
- BANQUE MONDIALE (2003). « Construire les sociétés du savoir : Nouveaux défis pour l'enseignement supérieur », *Rapport de la Banque mondiale*, 295 p. <http://siteresources.worldbank.org/EDUCATION/Resources/278200-1099079877269/547664-1099079956815/cks_tertiary_French.pdf> (page consultée le 26 mai 2014).
- BRETON, Gilles et LAMBERT, Michel (Sous la dir.) (2010). *Éthique et Universités : les risques du « brain drain » dans Éthique des rapports Nord-Sud : regards croisés* (sous la direction de.) Presses de l'Université Laval, Saint-Lazare, Québec : Canadian Electronic Library 362 p., Collection Nord-Sud. Chapitre 10 (p. 185 à p. 206).
- BRETON, Gilles et LAMBERT, Michel (Sous la dir.) (2003). *Globalisation et universités : nouvel espace, nouveaux acteurs*, Éditions UNESCO, Les presses de l'université Laval, 264p. Surtout quatrième partie : Globalisation, universités et développement, p.151-193.
- BRITZ, J.J., P.J. LOR, I.E.M. COETZEE and B.C. BESTER (2011) "Africa as a knowledge society", *The International Information Library Review*, vol. 38, n° 1, p.25-40.

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY –USA-(2014). “The World FactBook : Nigeria ”, <<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ni.html>> (page consultée le 20 mai 2014).-Statistique population du Nigéria en date de mai 2014-.

CLÉVENOT, Mickael et DOUYÈRE, David (2013). « Pour une critique de l'économie de la croissance comme vecteur du développement », *Revue congolaise de Gestion*, vol. 1, n° 17, p.1-49.

DAHMANI, Ahmed (2004). « Les TIC : une chance pour l'Afrique? », dans *Société numérique et développement en Afrique, usages et politiques publiques*, sous la direction de Jean Jacques Gabas, édition Karthala, p.13-34.

DOUDJIDINGAO, Antoine (2011). *Éducation et croissance en Afrique : une analyse comparative des pays anglophones, francophones et maghrébins*, Études africaines, Harmattan : Paris, p.345.

FORAY, Dominique. (2009). *L'économie de la connaissance*, Paris : La découverte. 124 p.

GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (2014). « La BAD, premier partenaire africain du savoir pour la toute nouvelle plateforme web sur la croissance verte », <<http://www.afdb.org/fr/news-and-events/article/afdb-is-first-african-knowledge-partner-for-new-online-platform-on-green-growth-12816/>> (page consultée le 21 juillet 2014).

GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (2013). « Université virtuelle africaine : L'Afrique, future plateforme mondiale du savoir », <<http://www.afdb.org/fr/news-and-events/article/african-virtual-university-transforming-africa-into-a-global-knowledge-hub-12187/>> (page consultée le 21 juillet 2014).

GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT (2012). « Le transfert du savoir-faire Sud-Sud est essentiel pour l'avenir économique de l'Afrique, déclare le président de la BAD », <<http://www.afdb.org/fr/news-and-events/article/south-south-exchange-of-know-how-is-essential-for-africas-economic-future-says-afdb-president-9683/>> (page consultée le 21 juillet 2014).

HAMEL, Jacques L. (2004). “Knowledge policies for Sustainable Development in Africa: A strategic Framework for good governance”, ECA/SDD, Addis Ababa, 54 p. <http://www.google.ca/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&frm=1&source=web&cd=1&ved=0CC0QFjAA&url=http%3A%2F%2Fwww.utexas.edu%2Fconferences%2Fafrica%2Fads%2Fknowledge_policies_.doc&ei=04uDU5W5Mcql8QGdx4CICw&usq=AFQjCNEWqoNIofCpPXIFCiSWjn8boB97SQ> (page consultée le 26 mai 2014).

HUDSON, John (2006). “Inequality and the Knowledge Economy: Running to Stand Still?” *Social Policy and Society*, vol. 5, n° 2, p. 207-222. -Étude de cas de la Grande Bretagne-.

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

KIREV, Lyuben (2011). "Knowledge Based Economy and The New Economic Paradigm", *Economics 21*, Central and Eastern European online Library, n° 1, p.127-139.

LÉVY, Maurice et JOUYET, Jean-Pierre (2006). « L'économie de l'immatériel, la croissance de demain », Commission sur l'économie de l'immatériel, Paris, 184p.

<http://www.iesf.fr/upload/pdf/economie_de_l_immatériel.pdf> (page consultée le 7 mai 2014).- Étude de cas de l'économie de l'immatériel en France.

L'EXPRESS (2014). : « Quels seront les prochains pays émergents? » Actualité,

<http://www.lexpress.fr/actualite/monde/quels-seront-les-prochains-pays-emergents_1504194.html> (page consultée le 15 juin 2014).

LUND , Susan et VAN WAMELEN, Arend (2012). « Ce que vous devez savoir sur l'envol économique de l'Afrique », traduction article paru dans le *Foreign Policy*

<<http://www.slateafrique.com/94095/10-choses-que-vous-ignoriez-sur-expansion-economie-africaine>> (page consultée le 9 juillet 2014).

MATHIEU, Philippe (2011). « Savoir et savoir-faire africain : dimensions spirituelles, créativité et technologie moderne », <<http://www.afrique-demain.org/debat-146-savoir-et-savoir-faire-africains-dimensions-spirituelles-creativites-et-technologie-moderne>> (page consultée le 16 juin 2014).

MATHIEU, Philippe (2010). « Les entreprises africaines dans la globalisation : quels leviers d'émergence ou de développement? », *Cycle II : La libération de la capacité d'entreprendre en Afrique : Rencontre débat*, Coordination pour l'Afrique de Demain-CADE-,

<<http://www.afrique-demain.org/debat-136-les-entreprises-africaines-dans-la-globalisation->>> (page consultée le 9 juillet 2014).

MIEZAN EZO, Yves (2013). « L'Afrique à l'heure de l'économie de la connaissance »,

<http://meeting.afrinic.net/registration/sites/meeting.afrinic.net.registration/files/af19_slides/d1/meizan_slide1_0.pdf> (page consultée le 23 mai 2014).

MILOT, Pierre (2003). « La reconfiguration des universités selon l'OCDE » Économie du savoir et politique de l'innovation, *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 3, n° 148, p. 68-73.

MONTANINI, Marta (2013). "Supporting tertiary education, enhancing economic development; Strategies for effective higher education funding in Sub-Saharan Africa", *Istituto Per Gli Studi Di Politica Internazionale (ISPI)*, n° 49, [en ligne],

<http://www.ifs.se/IFS/Documents/Conferences/ISPI_TertiaryEducation_AFRICA_2013.pdf> (page consultée le 1er mai 2014).

OCDE (2010). *Mobiliser l'innovation pour affermir la croissance et relever les défis planétaires et sociaux*, Paris, mai 2010 p. 1-32. [en ligne], <<http://www.oecd.org/fr/sti/45329799.pdf>> (page consultée le 18 août 2014).

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

OCDE (2002). « L'économie du savoir et les opportunités du numérique », dans *Coopération pour le développement : Rapport 2001 : Efforts et politiques des membres du Comité d'aide au développement*, <http://www.oecd-ilibrary.org/development/cooperation-pour-le-developpement-rapport-2001_dcr-2001-fr> (page consultée le 26 mai 2014).

OCDE (1996). « L'économie fondée sur le savoir », [en ligne], <<http://www.oecd.org/fr/science/sci-tech/leconomiefondeesurlesavoir.htm>> et <<http://www.oecd.org/fr/science/sci-tech/1913029.pdf>> (pages consultées le 12 mai 2014).

ONDARI-OKEMWA, Ezra (2004). "Impediments to promoting access to global knowledge in sub-Saharan Africa", *Library Management*, vol.25, n° 8/9, p.361-375.

PNUD (2013). *Rapport sur le développement humain 2013 : L'essor du Sud, le progrès humain dans un monde diversifié*, <http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2013_french.pdf> (page consultée le 7 mai 2014).

PNUD (2012). "Statistics about Nigeria", <<http://www.ng.undp.org/content/nigeria/en/home/countryinfo/>> (page consultée le 27 mai 2014).

RADWAN, Ismail and PELLEGRINI, Giulia (2010). *Knowledge, Productivity, and Innovation in Nigeria: Creating a New Economy*, The World Bank, 192 p. [Livre en ligne via World Bank E-Library Publications], <<http://elibrary.worldbank.org/doi/pdf/10.1596/978-0-8213-8196-0>>.

RAMPHELE, Mamphela (2004). "The University as an Actor in Development", Paper for the Yale Center for International and Areas Studies, African Studies and the Economic Growth Center Conference on International Higher Education and African Development, *Council for the Development of Social Science Research in Africa*, New Haven. <<https://www.codesria.org/IMG/pdf/1-RAMPHELE.pdf>>.

RATSIMALA, Agnès (2012). « Les 10 économies africaines qui montent », *Slate Afrique*, <<http://www.slateafrique.com/33995/top-10-meilleures-economies-africaines>> (page consultée le 7 mai 2014).

RIETDORF, Ute (2013). "Africa and the knowledge Economy", Module Region in Globalization : Africa and the Near east, M.A Global Studies <http://gesi.sozphil.uni-leipzig.de/fileadmin/media/Syllabi_Course_Outlines/Summer_Term_2013/Rietdorf_-_Africa_and_the_Knowledge_Economy.pdf> (page consultée le 8 mai 2014).

ROBERTSON, Susan L. (2005). "Re-imagining and rescripting the future of education: global knowledge economy discourses and the challenge to education systems", *Comparative Education*, vol. 41, n° 2, p.151-170.

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

SAINT, William, HARTNETT, Teresa and STRASSNER, Erich (2003). "Higher Education in Nigeria: A Status Report", *Higher Education Policy*, vol.16, p.259-281.

SCHWARTZ, Peter, EAMONN, Kelly et BOYER, Nicole (1999). « L'avènement de l'économie mondiale du savoir » dans *L'économie mondiale de demain : Vers un essor durable?* OCDE, 219 p. : chapitre 3 (p.87-127). [en ligne], <<http://www.oecd.org/fr/sti/prospective/35637313.pdf>> (page consultée le 13 mai 2014).

SCOONES, Ian et THOMPSON, John (1999). *La reconnaissance du savoir rural : savoir des populations, recherche agricole et vulgarisation*, Paris : Karthala, Wageningen, 474 p.

SÉVÉRINO, Jean-Michel et RAY, Olivier (2010). *Le temps de l'Afrique*, Paris : Odile Jacob, 345 p.

SMITH, Keith (2002). "What is the knowledge economy?: Knowledge Intensity and distributed Knowledge Bases", *Discussion Paper Series*, The United Nation University: INTECH, Institute for New Technologies, 32 p. <<http://eprints.utas.edu.au/1235/1/2002-6.pdf>> (page consultée le 8 mai 2014).

SOSSI ALAOU, Fatima Zohra (2012). « Économie de la connaissance et développement en Afrique du Nord : cas du Maroc et la Tunisie », Université Mohammed V. Rabat, <http://www.erudite.univ-paris-est.fr/evenements/colloques-et-conferences/atm-2013-communications-full-papers/?eID=dam_frontend_push&docID=25285> (page consultée le 7 mai 2014).

Présentation PowerPoint en ligne :

<http://www.google.ca/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=2&sqi=2&ved=0CCIQFjAB&url=http%3A%2F%2Fwww.erudite.univ-paris-est.fr%2Fevenements%2Fcolloques-et-conferences%2Fpresentations-am-2013%2F%3FeID%3Ddam_frontend_push%26docID%3D25481&ei=RqzBU-nsHtOqyAS1poHQCQ&usg=AFQjCNGzrqTDe4Kyt8aaYgKiAt9S23VSSA&sig2=vewLMJKP8UCEjdjppWzDgQ&bvm=bv.70810081,d.aWw> (page consultée le 7 mai 2014).

STEPS Center (2010). "Innovation , sustainabilité , Developement", *A new manifesto*, University of Sussex. <http://steps-centre.org/wp-content/uploads/steps-manifesto_small-file.pdf> (page consultée le 1er mai 2014).

TARTAGNI, P (2012). "Enabling poor rural people to overcome poverty in Nigeria" International Fund for Agricultural Development, <<http://www.ifad.org/operations/projects/regions/pa/factsheets/ng.pdf>> (page consultée le 27 mai 2014).

THE ECONOMIST (2014). "Nigeria : Africa's new Number One"; <<http://www.economist.com/news/leaders/21600685-nigerias-suddenly-supersized-economy-indeed-wonder-so-are-its-still-huge>> (page consultée le 27 mai 2014).

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

THE ECONOMIST (2005). "Aid to Africa: The \$25 billion question" *Special report*, <<http://www.economist.com/node/4127278>> (page consultée le 27 mai 2014).

UNESCO (2000). « Éducation Pour Tous : cadre d'action », <http://www.unesco.org/education/efa/fr/ed_for_all/dakfram_fr.shtml> (page consultée le 27 mai 2014).

UNICEF (2012). "All Children in School By 2015: Global Initiative on Out-of-School Children", Nigeria Country Study: Conducted within the Conceptual and Methodology Framework -CMF-, 91 p. <<http://www.uis.unesco.org/Library/Documents/out-of-school-children-nigeria-country-study-2012-en.pdf>> (page consultée le 27 mai 2014).

VÉREZ, Jean-Claude (2009). « Quelle place pour l'économie de la connaissance dans les pays en développement africains? », *Monde en développement*, vol. 3, n° 147, p.13-28.

VONORTAS, Nicholas S. (2013). "STI Policy for Knowledge-based Economies", Center for International Science and Technology Policy, Department of Economics: The George Washington University, PowerPoint Presentation. 30 p. <<http://artsites.uottawa.ca/bromley/doc/Presentation-in-PDF3.pdf>> (page consultée le 7 mai 2014).

WAGNER, Caroline S. (2006). "International collaboration in science and technology : promises and pitfalls", *Science and Technology Policy for Development*, Dialogues at the Interface' by Louk Box and Rutger Engelhard (eds). Anthem Press London UK, p.1-11.

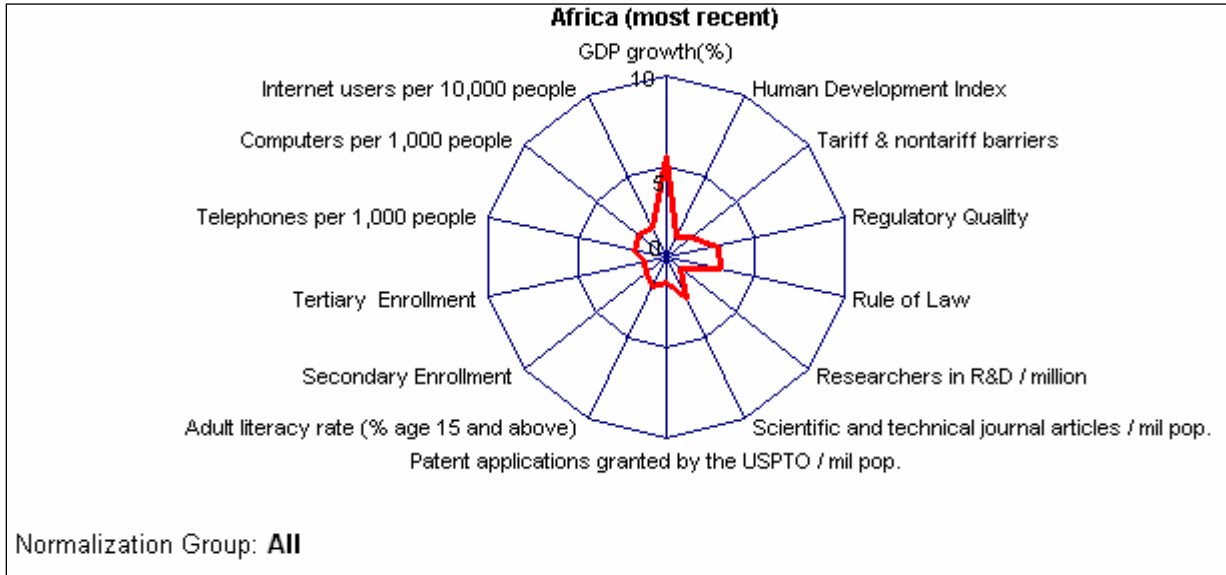
WORLD BANK (2013). "The Global Competitiveness Index 2013-2014: Country Profile Highlights", The Global Competitiveness Report : World Economic Forum, <http://www3.weforum.org/docs/GCR2013-14/GCR_CountryHighlights_2013-2014.pdf> (page consultée le 13 juin 2014).

WORLD BANK (2012). "Knowledge for development –K4D-: Knowledge Economy index (KEI) 2012", <http://info.worldbank.org/etools/kam2/KAM_page5.asp#c122>; "World Data Atlas: Knowledge Economy Index", <<http://knoema.com/atlas/topics/World-Rankings/Knowledge-Economy-Index/Knowledge-Index>> (page consultée le 7 mai 2014).

Comment est-ce que les pays de l'Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l'économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

ANNEXES

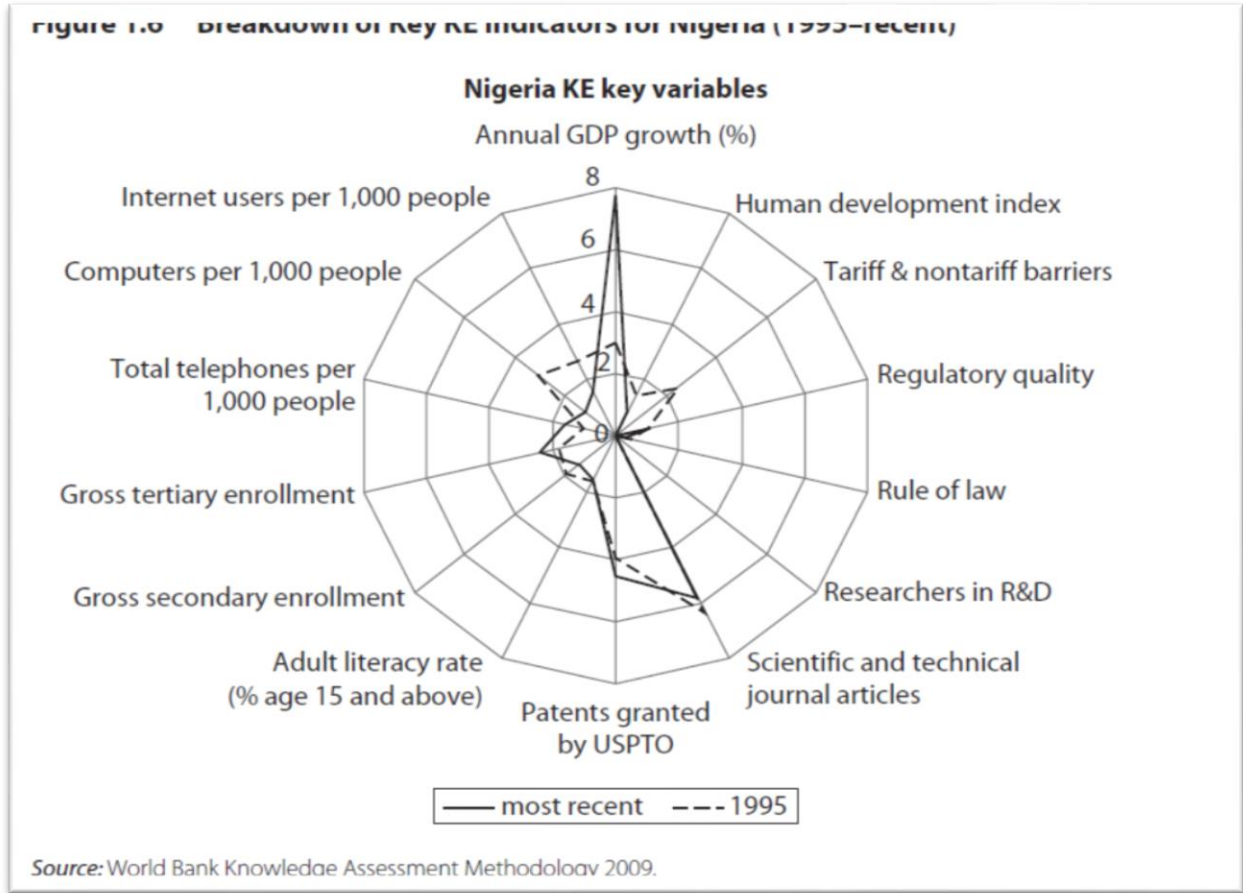
Afrique : profil de base insertion dans l'économie du savoir comparé au monde



Source : Aubert 2005 : 11

Comment est-ce que les pays de l’Afrique subsaharienne en particulier le Nigéria peuvent utiliser l’économie du savoir comme un des vecteurs de leur développement économique et social?

Nigéria : profil de base insertion dans l’économie du savoir 1995-2009



Source : Radwan and Pellegrini 2010: 22